

ront un peu plus tard – par exemple, à la suite de l'opération « Force alliée » lancée par l'OTAN de mars à juin 1999 au Kosovo, contre la base d'Aviano en Italie d'où partent les bombardiers américains. Les dernières manifestations antimilitaristes se produiront un peu partout en Europe lors de la première guerre d'Irak puis de la seconde, jusqu'à disparaître complètement du paysage contestataire.

L'implosion de l'URSS change la donne. La guerre froide USA-URSS n'est plus à l'ordre du jour. La nouvelle situation entraîne le déclin de la base militaire de Comiso... du moins comme centre opérationnel des ogives nucléaires. La stratégie des Etats-Unis en Méditerranée s'oriente maintenant vers les Proche et Moyen-Orient. L'aéroport de Comiso redevient civil. Pour la petite histoire, un conseil général de gauche de la Sicile le rebaptise « Pio La Torre », du nom d'un député communiste assassiné par la mafia en 1982 pour avoir présenté un projet de loi de confiscation des biens mafieux. Un an plus tard, un conseil général de droite le débaptise et lui redonne son ancien nom, celui d'un général fasciste qui exerça ses talents dans les années 1930. Tout était rentré dans l'ordre, Comiso pouvait être remplacé par Niscemi comme poste clé de la nouvelle politique US.

NI MUOS, NI GUERRE, NI MAFIA

La base de Niscemi est, comme Comiso, à deux pas de Raguse. L'armée US y avait déjà installé 46 antennes de basse fréquence dont un mouvement de résistance réclamait la destruction dès la fin des années 2000. En 2011, quand commence le « printemps arabe », l'intérêt renouvelé des Etats-Unis pour la Sicile se traduit par la mise en chantier du MUOS, instrument de la nouvelle doctrine du maintien d'un « équilibre » au Moyen-Orient.

Il s'agit d'un système de télécommunication à haute fréquence entre les mains de la marine américaine. Il est composé de quatre satellites géostationnaires et de quatre stations de réception au sol, dont l'une est installée à Niscemi et est composée de trois paraboles de 18,5 m de diamètre et de deux antennes très haute fréquence de 150 mètres de haut qui s'ajoutent aux 46 autres de basse fréquence. Utilisé pleinement depuis 2016, le MUOS, qui devrait fonctionner jusqu'en 2024, permet de coordonner tous les systèmes militaires américains du monde entier et de contrôler les cibles des drones et des avions sans pilotes stationnés sur la base voisine de Sigonella, située entre Syracuse et Catane.

Le projet suscite immédiatement une vive réaction de la part d'une partie de la population. Les premières raisons invoquées sont les problèmes de santé dus au rayonnement électromagnétique. Par ailleurs, les Etats-Unis restant une cible potentielle de pays peu éloignés de la Sicile, il est évidemment à craindre qu'en cas de bombardement du MUOS ce soit les habitants de l'île qui dégustent.

Assez vite au cours de la lutte est apparue la volonté de se réapproprié un territoire et de protéger ses richesses naturelles : la base de Niscemi est située au cœur d'une réserve naturelle. En même temps, un discours nettement antimilitariste s'exprime, dans le droit fil des luttes passées : refus de la militarisation de la Sicile et des logiques guerrières partout dans le monde.

Au mouvement de protestation et à certains élus qui réclament l'abandon du projet, l'armée américaine répond que ce sont les autorités italiennes qui ont délivré l'autorisation de l'installation, révélant par là même le conflit latent qui oppose la Sicile au pouvoir central, au-delà des clivages politiques.

Les premiers opposants à la base se sont également heurtés à la mafia, fortement implantée dans la région et qui a mené contre eux des représailles diverses et variées en s'appuyant sur une certaine résignation de la population. Malgré tout, à force d'obstination et de courage, la lutte devient de plus en plus

populaire. Décision est alors prise de tenter de bloquer l'accès à la base. Les comités No Muos décident d'acheter un terrain (le *Présidio*) sur la seule route conduisant au chantier.

En janvier 2013, une opération policière massive évacue violemment cette « ZAD ». Le 9 août, 3 000 personnes envahissent la base. Depuis lors, la répression n'a cessé de s'accroître et toute une stratégie d'intimidation des militants, de leurs proches et des habitants en général s'est mise en place : des amendes de 3 000 euros et des chefs d'accusation allant jusqu'à trois ans de prison, côté institutionnel étatique ; des agressions physiques et des menaces, côté milices mafieuses. Malgré tout, à l'heure où nous écrivons, le mouvement tient toujours même si, comme partout, il est un peu mis entre parenthèses du fait de la situation mondiale.

Il est à noter enfin que les comités No MUOS, dans lesquels les anarchistes sont particulièrement actifs, s'insèrent dans une contestation plus globale et sont le plus souvent multi-activistes : on les retrouve contre la criminalisation de l'immigration, contre les autres grands projets inutiles en Sicile – prospection pétrolière sur la côte sud, parc éolien de la vallée de Raguse –, contre la mafia, pour le droit au logement, etc.

Langard

* *Rebellious Spirit : Maria Occhipinti and the Ragusa Anti-Draft Revolt of 1945.* Kate Sharpley Library; 2008. 30 pages.



Contagion sociale et guerre de classe microbiologique

Nous produisons ici une synthèse, faite par un camarade, de la traduction d'un texte de la revue Chuang (1). Ce texte est de fin février, c'est à dire à un moment où la moitié du monde n'était pas confinée, où l'ampleur et la virulence de l'épidémie n'était pas encore perçues, ni l'effondrement des systèmes de santé de pays pourtant développés, et encore moins la perspective d'une crise économique plus grave que celle de la crise de 1929. Mais il permet de prendre du recul sur ce qui se passe, et de présenter la situation en Chine sous un angle rarement perçu : celui des contradictions et des faiblesses de l'État central.

L'ÉPIDÉMIE COMME CONSÉQUENCE DES RAPPORTS MONDIAUX ENGENDRÉS PAR LE CAPITALISME ACTUEL

On lie de manière évidente la rapidité de diffusion du virus et les routes empruntées par la mondialisation : transports rapides, tourisme, flux permanents. Mais la liaison épidémie-capitalisme n'est pas réductible à une affaire de logistique : la liaison capitalisme-multiplication des épidémies est fondamentale. Ces maladies émergentes sont toujours des maladies zoonotiques : des virus qui passent des animaux aux humains, ce qu'on appelle l'interface animal-homme. Or, cette interface change sous le capitalisme, tant en ce qui concerne la régularité des contacts que la proximité des contacts. Quand l'interface change, la maladie change également. Pourquoi l'interface change-t-elle ? C'est lié au développement de l'agriculture intensive et au type d'urbanisation capitaliste. Les virus en deviennent de plus en plus dévastateurs : les bonds zoonotiques se multiplient et sont de plus en plus agressifs pour les populations humaines.

Parmi les autres raisons de l'apparition d'un tel virus, on peut aussi citer :

- l'agriculture intensive permet les



sauts d'espèces, en particulier dans les pays les plus pauvres, où l'agriculture industrielle non réglementée est au contact des bidonvilles périurbains. Ce sont des espaces sans contrôle, où il n'y a pas de maîtrise de la transmission.

- le rapport animal sauvage- homme est de plus en plus proche.

- les environnements des espèces sauvages isolées sont détruits comme par exemple avec la déforestation pour l'huile de palme.

- l'homme a besoin de s'enfoncer de plus en plus dans l'espace sauvage, en particulier la forêt tropicale, réservoir essentiel de virus, pour trouver des ressources supplémentaires.

Avec le capitalisme, il n'existe plus, en fait, de forêt sauvage, de sphère naturelle : le capitalisme est mondial et a totalisé tous les espaces. Les zones « sauvages » sont en fait insérées dans les chaînes de valeur mondiale.

Un virus agressif ne peut normalement se propager, car il tue trop rapidement son hôte (cas du virus Ebola, qui tue à 50-60%, mais ne peut sortir pour le moment des petits villages isolés, car trop virulent). Mais maintenant, la virulence est contre carrée par la rapidité des flux, des contacts ce qui multiplie les risques de contagion. Aussi, les virus ont une variation génétique de plus en plus fréquente, dans ces conditions, à la fois parce qu'il y a une variété grandissante des environnements socio-écologiques, qui les force à s'adapter de plus en plus vite, et parce qu'ensuite, tout circule beaucoup plus vite, le long des courants mondiaux des marchandises et des flux de main d'œuvre. Le virus mute donc de plus en plus vite, et les

plus adaptés survivent. Au départ, les souches virales sont des souches inoffensives ou isolées. C'est la logique de « reproduction toujours plus élargie » du capitalisme qui incorpore toujours plus d'espaces qui favorise les cycles de vie les plus rapides, donc les plus infectieux, ceux qui peuvent le mieux sauter les barrières entre espèces, ceux qui peuvent le mieux utiliser les nouveaux vecteurs de transmission.

Lors de l'épisode de la grippe aviaire H5N1, mortelle quasiment à 100 % pour l'homme, le saut de barrière n'a pas réussi. Il n'y a pas eu de transmission directement d'homme à homme, il fallait forcément que cela passe par un volaille. Au départ, c'est une souche qu'on trouve dans les oiseaux sauvages, très peu pathogène pour l'animal qui le transporte. Mais quand il touche les volailles de batterie des fermes industrielles, c'est la catastrophe car :

- ces animaux sont des monocultures génétiques. Si on prend l'exemple des vaches, toutes les Frison-Holstein du monde descendent de 2 taureaux seulement. Il n'y a donc pas les pare-feux immunitaires liés à la diversité protectrice.

- la promiscuité d'élevage permet un taux de transmission beaucoup plus élevé.

- le haut débit de la production industrielle fait que l'on tue les animaux de plus en plus vite, il y a donc toujours de nouveaux animaux disponibles pour être infectés. Et les virus doivent eux aussi se renouveler de plus en plus vite, pour infecter un animal suffisamment pour transmettre ensuite, avant que l'animal soit tué.

(1) Chang publie une revue analysant le développement en cours du capitalisme en Chine, ses racines historiques et les révoltes de ceux écrasés en dessous. Chuang est également un blog relatant ces développements sous une forme plus courte et plus immédiate, et publiera des traductions, des rapports et des commentaires sur les nouvelles chinoises qui intéressent ceux qui veulent dépasser les limites de l'abattoir appelé capitalisme.

Ces épidémies virulentes qui font le saut de barrière animal-homme sont liées à l'histoire de l'agriculture capitaliste. Les premières sont celles au Royaume-Uni au XVIII^{ème} siècle, moment où on développe les élevages spécialisés. Mais quand elles sortent de leur sphère de départ, ça débouche sur des catastrophes : cela devient la peste bovine africaine des années 1890. Elle frappe d'abord l'Europe qui est en phase de croissance agricole intensive, en particulier l'élevage : sélection des races, fin du pâturage remplacé par les tourteaux. La maladie est ensuite amenée par les Italiens en Afrique Orientale où elle détruit toute la population bovine indigène jusqu'en Afrique du sud. La famine détruit alors toutes les populations pastorales subsahariennes. Les États-Unis sont le départ de la suivante : la célèbre grippe espagnole, née dans le Kansas et qui fut l'épidémie la plus meurtrière du XX^e siècle, à cause aussi de l'épuisement des populations suite à la première guerre mondiale. Les épidémies ont toujours leur point de départ dans le pays « plaque-tournante » à la fois du commerce mondial, de la production mondiale, de l'emploi industriel, avec des concentrations humaines dans de mauvaises conditions sanitaires et alimentaires. Aujourd'hui, on trouve logiquement la Chine et plus largement l'Asie de l'Est comme foyer épidémique.

CONSÉQUENCES SOCIALES ET POLITIQUES DU COVID-19 EN CHINE

Ce n'est pas par hasard si l'épidémie naît à Wuhan, longtemps ville sidérur-

gique, mais dont les aciéries en surproduction ferment, provoquant des grèves et mouvements sociaux. Wuhan est aussi la capitale de la construction immobilière. Mais le développement chinois, malgré une croissance économique spectaculaire, consacre très peu de fonds à la santé, à l'éducation. Les dépenses publiques sont consacrées aux infrastructures routières, électricité, bref ce dont l'industrie a besoin. Il y a un énorme contraste entre les produits pour l'exportation, de haute qualité, de grande valeur, avec normes très élevées, et les produits pour le marché intérieur, avec des normes très faibles ce qui provoque des scandales en particulier alimentaires, et une grande méfiance des consommateurs, ce qui explique aussi le recours aux animaux vivants pour se nourrir.

Avant le passage aux privatisations et les réformes capitalistes, le système de santé de base, comme l'éducation de base et l'alphabétisation, étaient convenables, avec une espérance de vie en progrès rapide. Vaccinations, médicaments de base sont gratuits et accessibles à tous. C'est donc un système de santé de base solide, malgré la grande pauvreté du pays. Avec la privatisation, le système de santé s'effondre, alors que l'urbanisation, les biens ménagers et alimentaires de très mauvaise qualité l'auraient rendu encore plus indispensable. Les cotisations sociales patronales ne sont pas payées et les entreprises ont de très faibles marges, rendant leur paiement impossible, car les prix sont tirés au maximum vers le bas. Les tensions sociales autour de la santé sont donc fortes.

C'est dans ce contexte que le corona-

virus s'impose facilement, et se propage rapidement. L'ampleur de la réponse du gouvernement chinois (confinement total, avec alimentation par les comités des habitants) attire l'attention du monde entier, et donne au virus dès ce moment le caractère d'une menace mondiale. Cette réponse de l'État est présentée comme une répétition générale pour une mobilisation complète contre une insurrection intérieure. Cela donne un aperçu de la capacité répressive de l'État chinois, mais aussi cela souligne l'incapacité profonde de cet État, obligé de s'appuyer sur une combinaison de mesures de propagande totale et de mobilisations de bonne volonté de la population locale, qui n'a en fait aucune obligation matérielle de se conformer. Cette quarantaine est présentée par la Chine comme la preuve de l'efficacité d'une mesure très répressive, par les Occidentaux comme le totalitarisme de la Chine. Mais en fait, cette mesure très répressive signifie une incapacité plus profonde de l'État chinois, encore en pleine construction. Cela permet de donner une idée de la nature de l'État chinois, qui développe des techniques innovantes de contrôle social et de réponses aux crises, même là où l'appareil d'État de base est rare ou inexistant. Cela peut aussi donner une idée de la façon dont la classe dirigeante d'un pays peut réagir quand des crises généralisées et des insurrections actives provoquent le même type de panne dans des États pourtant solides.

L'épidémie virale a été alimentée par les mauvais rapports entre les différents niveaux de gouvernement. La répression des médecins lanceurs d'alerte par les fonctionnaires locaux allait contre les intérêts du gouvernement central. Les mécanismes de signalement ont été



Chine

inefficaces, les soins de base sont mauvais. Les différents gouvernements locaux sont revenus à la normale hors du contrôle de l'État central, qui n'a vraiment contrôlé que le Hubei (la province de la ville de Wuhan). C'est cette incapacité fondamentale du gouvernement chinois qui l'a obligé à traiter le virus comme s'il s'agissait d'une insurrection.

L'État national a vraiment pris les choses en main que le 22 janvier. Il commence par un appel aux efforts volontaires de la population rurale. C'est une démarche courante dans l'art de gouverner chinois : l'État central ne dispose pas de structures de commandement efficaces, formelles, qui iraient jusqu'au niveau local. Il s'appuie donc sur une combinaison d'appels à la mobilisation des fonctionnaires et des citoyens locaux, et de sanctions infligées après coup aux pires des acteurs. La seule réponse efficace s'est trouvée là où l'État central concentre son pouvoir et son attention c'est à dire Wuhan : fermeture totale de la ville, droit donné aux autorités sanitaires locales de mettre en quarantaine toute personne. D'autres villes chinoises ont verrouillé elles aussi plus ou moins leurs frontières. Certaines localités ont répondu à l'appel à mobilisation de l'État central par des initiatives beaucoup plus radicales, rappelant les mesures des oc-

cupations militaires coloniales, ou des cas extrêmes de contre insurrection. Mais cela n'avait jamais été appliqué à une telle échelle, ni dans des mégapoles de ce type.

Cette répression a apparemment un caractère humanitaire : lutter contre le coronavirus. Mais cette répression est une action coûteuse, inefficace, qui révèle comme à chaque fois qu'une puissance la déploie, son incapacité profonde à maîtriser des formes plus solides de pouvoir, d'incorporation économiques, devenues impossibles. Le résultat de ce type de répression est presque toujours une seconde insurrection. Même dans le cas de la quarantaine, la répression s'est retournée contre elle : l'État avait concentré ses efforts sur le contrôle de l'information et la propagande dans tous les médias. Les troubles et réactions se sont donc exprimés sur ces mêmes plateformes : colère sur le Net à la mort du médecin lanceur d'alerte, prise de conscience des incapacités des bureaucrates (quand le maire de Wuhan admet publiquement qu'il a retardé la transmission d'informations décisives) et de l'État chinois, vidéos critiques qui circulent largement.

La quarantaine a aussi entraîné une première vague de répercussions économiques.

Une baisse massive de la croissance chinoise risque de provoquer une récession mondiale. Le 1er mars toutes les zones en dehors de l'épidémie sont censées reprendre le travail. Mais il y a des conséquences de fond : des centaines de millions de travailleurs migrants intérieurs sont coincés sans droit et sans emploi, les travailleurs ont perdu leurs salaires quand la production s'est arrêtée. La crise fondamentale du capitalisme prend un caractère apparemment non économique et les catastrophes et crises seront utilisées, dans les autres États aussi, pour justifier une extension du contrôle de l'État et exercer des outils nouveaux de contre-insurrection. Une politique communiste cohérente doit prendre ces deux faits ensemble : la critique du capitalisme ne peut se couper des sciences dures. Et le seul projet politique possible est donc celui capable de s'orienter sur un terrain défini par un désastre écologique et microbiologique généralisé, et d'être actif dans cet état de crise et d'atomisation.

Synthèse de Dominique B-C - Campbon
Article original en anglais
<http://chuangcn.org/2020/02/social-conta->
gion/
Traduction française complète :
<http://dndf.org/?p=18327>

